

les créances mexicaines. Conformément à la jalousie des trois contractants qui se regardaient mutuellement avec défiance, on résolut (article 11) que, dans le cas d'une intervention militaire au Mexique, aucune des trois puissances ne devait aspirer à un avantage territorial ou autre. En outre, les contractants s'engageaient à ne prendre aucune influence sur la situation intérieure au Mexique ou sur son droit de choisir son système gouvernemental et de constituer son gouvernement. Les États-Unis furent bien invités à participer à la convention et en même temps on résolut de ne pas attendre leur réponse, mais d'intervenir immédiatement et d'urgence. Sur ce dernier point, le comte Walewski dit à Mülinen, dans une conversation confidentielle, que ce n'était qu'une pure formalité, car la République, en train de se dissoudre, ne pouvait prendre aucune part à l'expédition, mais qu'on avait par là donné satisfaction aux exigences de la politesse. La Convention du 31 octobre 1861 était un compromis entre des opinions contraires et pouvait être retournée et interprétée comme on voulait. Tandis que l'Angleterre voulait s'abstenir complètement de se mêler des affaires intérieures du Mexique, on entendait en France par « liberté de choisir son système gouvernemental » qu'on devait empêcher Juárez de tenir dans l'abaissement les monarchistes et les conservateurs. Chaque puissance avait ses arrière-pensées et les mots étaient si bien choisis qu'on pouvait trouver tout ce que l'on désirait dans cette convention. Telle était la base sur laquelle on voulait entreprendre l'action commune.

L'archiduc Ferdinand-Maximilien avait été jusqu'à présent toujours tenu consciencieusement au courant par le comte Rechberg de toutes les négociations à propos du Mexique. C'était pourtant une résolution difficile pour l'archiduc que de sortir de la voie tracée et de s'aventurer dans une entreprise qui pouvait être très glorieuse, mais aussi très dangereuse. Pour se tranquilliser lui-même il écrivit fin septembre 1861 un *pro memoria* sur l'acceptation de la couronne mexicaine (1).

exemple par le docteur ERNST SCHMITT DE TRAVERA, *Histoire du règne de l'empereur Maximilien I^{er} et l'intervention française au Mexique, 1861-67*, I, p. 13.

(1) Vienne, Archives de l'État. La date « environ le 30 septembre 1861 » a été ajoutée plus tard.

« On me trouvera toujours, y disait-il, prêt dans toutes les circonstances de ma vie à faire les sacrifices les plus durs pour l'Autriche et pour la puissance de ma maison. Dans le cas présent, le sacrifice serait d'autant plus grand, pour ma femme et pour moi, qu'il s'agit de quitter l'Europe et ses conditions de vie. Je ne méconnais pas les avantages pour l'Autriche et pour le renouvellement du prestige de ma maison. C'est une habitude utile et séculaire pratiquée par toutes les grandes dynasties, de mettre des princes puînés à apanages dans des positions avancées où ils peuvent servir utilement leur pays, politiquement et diplomatiquement et où ils peuvent nouer des relations commerciales et jouer le rôle d'intermédiaires.

« Notre maison a beaucoup perdu, par les attaques du temps, de son éclat de jadis. Tandis que les Cobourg se sont emparés d'un trône après l'autre et ont étendu leur puissance croissante dans le monde entier, notre famille a perdu durant ces derniers temps deux souverainetés. Personne ne comprend mieux que moi la nécessité de rendre son ancien lustre à notre maison. Aussi, ne puis-je me soustraire à l'impression que ferait la réalisation de ces propositions sur le monde et sur l'Autriche épuisée. Je fus le premier qui, pour cette raison, proposai chaleureusement un mariage brésilien (1). » L'archiduc Ferdinand-Maximilien exposait ensuite qu'un archiduc d'Autriche ne devait pas apparaître sous le déguisement hasardé d'un aventurier et qu'il devait réclamer les garanties voulues. Ces garanties devaient surtout l'assurer contre le fait, d'être imposé à un peuple par des puissances étrangères et qu'un membre de sa maison ne serait reçu que par des acclamations. L'archiduc était sincèrement encouragé par sa femme dans son idée d'être prêt au plus grand sacrifice pour l'éclat de sa maison. Le mot sacrifice sonnait très bien, mais en réalité ce n'était ni pour l'archiduc ni pour sa femme un acte de si dure abnégation, car elle et lui étaient fort enthousiastes pour le projet et montraient l'intérêt le plus vif pour tout ce qui concernait l'idée mexicaine. Jusqu'à présent, Ferdinand-Maximilien n'avait reçu des Mexicains que deux lettres directes et cela de Gutierrez.

(1) L'archiduc Ferdinand-Maximilien fait allusion ici au mariage projeté de l'archiduc Louis-Victor avec la fille de l'empereur Pedro du Brésil, qui n'avait pas de fils. Nous aurons l'occasion de reparler de cette question.

Elles débordaient de phrases, de « hélas » ! et d'autres exclamations et parlaient du « secours pour le pays qui se meurt », du prince noble et courageux et accablaient ce prince de flatteries grossières (1). L'archiduc écrivit que ces lettres ne contenaient que « des exclamations de joie et de l'encens » (2), mais l'encens exerça tout de même son influence et lui brouilla le jugement en général si sceptique et si sarcastique. Gutierrez ne se lassait pas de faire son possible pour enlacer l'archiduc, toujours plus enfoncé dans les idées mexicaines.

Il fut très difficile à Gutierrez de trouver, outre dans son cercle intime, auquel appartenaient aussi Almonte et Hidalgo, d'autres Mexicains pour signer la première lettre, écrite sous forme de pétition et envoyée à l'archiduc le 30 octobre 1861. En dehors de son fils, Fernando Gutierrez, il n'y eut qu'un seul Mexicain prêt à signer. C'était Thomas Murphy, également un ancien diplomate désavoué par Juarez.

L'archiduc, mis en garde par Rechberg, qui craignait une indiscrétion, n'avait en attendant pas répondu aux lettres des Mexicains. Il se décida à demander de nouveau un conseil à son beau-père, ce prince si sage et si expérimenté en choses politiques, avant de s'aventurer plus loin dans l'affaire. En réalité, il regrettait de ne pas l'avoir fait déjà avant que cette déclaration bienveillante ait été donnée à Paris.

Il envoya donc, le 18 octobre 1861 (3), tous les documents concernant la question mexicaine au roi Léopold et l'informa que le gouvernement autrichien comme celui de la France avaient sondé le terrain auprès de lui. « Toute la chose, disait la lettre, est en suspens. Je suis encore complètement libre dans l'expression de ma volonté. J'ai mûrement délibéré avec Charlotte toute la chose et elle est, Dieu merci, comme toujours de mon avis. Nous nous adressons donc pleins de confiance au cher et sage père et le prions dans ce moment difficile de nous donner son conseil éclairé. »

(1) Gutierrez à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, 4 octobre 1861 et 14 octobre 1861. Vienne, Archives de l'État.

(2) Archiduc Ferdinand-Maximilien à Rechberg, 25 octobre 1861. Vienne, Archives de l'État.

(3) Archiduc Ferdinand-Maximilien au roi Léopold de Belgique. Miramar, 18 octobre 1861. Original et brouillon, Vienne, Archives de l'État. Cette lettre se croisa avec celle du roi du 20 octobre 1861.

Le roi répondit par courrier (1) et « dit qu'on avait déjà eu, lorsque l'Angleterre avait reconnu la déclaration d'indépendance du Mexique vis-à-vis de l'Espagne, l'intention de l'influencer à prendre le gouvernement du Mexique comme le pays le plus apte pour une monarchie. Mais l'Angleterre eut peur que ce soit trop égoïste et que m'en aller aussi loin soit dangereux pour Victoria. Donc l'idée n'est pas nouvelle. Les éléments pour une unité politique existent. Si la séparation des États-Unis n'avait pas eu lieu, le Mexique eût été très menacé de ce côté-là, car l'idée de l'absorber complètement s'y était déjà implantée très profondément. Quelle que soit l'issue de la guerre, il n'y a plus à songer à des conquêtes futures au Sud et le Sud aurait un intérêt à l'organisation du Mexique. Nous résumons : le Mexique doit lui-même se prononcer. La décision la plus importante dépendra de ce que le pays fera de lui-même, car alors seulement on aura un terrain ferme ». Et le roi ajoutait : « Rester libre, sans repousser la chose. » « Il est vrai, disait encore le roi, je ne puis pas signaler beaucoup de bien du côté de l'Angleterre. » Si, en Angleterre, on suivait une politique large, on aurait doublement raison de soutenir la chose : d'abord pour voir le Mexique de nouveau productif, ensuite pour faire un barrage contre les États-Unis et enfin donner un appui aux principes monarchiques et aristocratiques du Sud. Mais malheureusement il y avait, depuis la réforme, beaucoup d'influences qui empêchaient une politique avantageuse et il ne fallait pas compter que l'Angleterre soit disposée à une intervention à l'intérieur pour propager une forme gouvernementale quelconque.

« Cela pourrait être un État très beau, disait le roi à la fin de sa lettre, s'il plaisait au ciel de tout guider pour le mieux. »

Le fils du roi Léopold, le duc de Brabant (2), écrivit aussi à sa sœur dans un sens encourageant. « C'est un pays superbe où on pourrait faire beaucoup de bien. Si j'avais un fils majeur, j'essaierais d'en faire un roi du Mexique. Tout cœur vaillant sur terre doit aimer à se vouer au bien. » Le duc

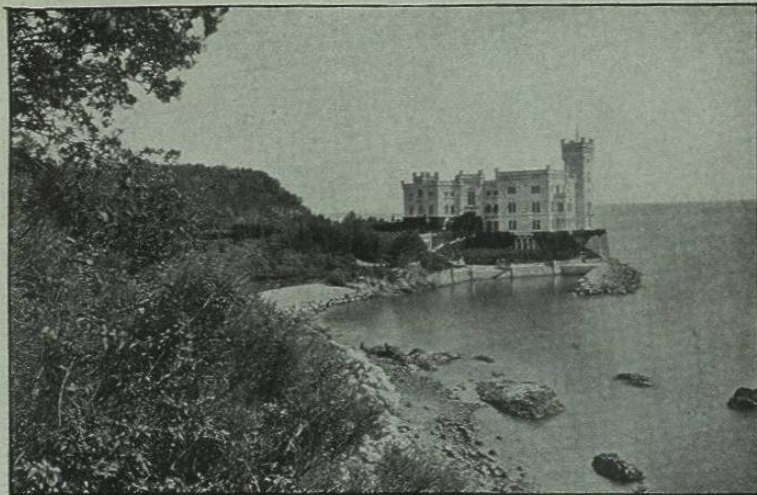
(1) Le roi Léopold à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, 25 octobre 1861, original. Vienne, Archives de l'État.

(2) Plus tard Léopold II, roi des Belges.

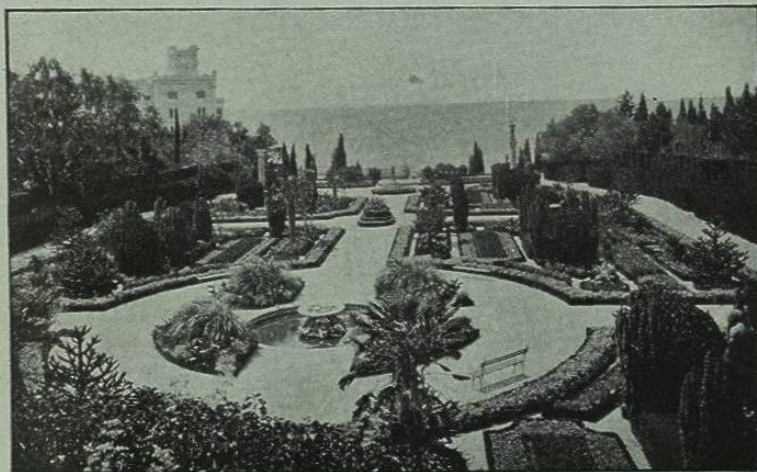
achève sa lettre en souhaitant qu'il puisse être donné aux Cobourg d'entreprendre aussi en Amérique cette noble tâche (1).

L'archiduc Ferdinand-Maximilien avait aussi fait un pas en avant vis-à-vis des Mexicains. Il avait envoyé une personne de son entourage, un certain Schertzenlechner, à Paris, pour entrer en contact avec les Mexicains. Cet homme avait été valet de chambre à la cour de Vienne et était ensuite venu dans la maison de l'archiduc Ferdinand-Maximilien. Il avait su, par ses services, se rendre indispensable à son maître, et avec le temps si bien gagner sa confiance que l'archiduc fit de cet homme assidu et adroit, quoique peu cultivé, son secrétaire privé. Comme il avait été mis au courant de toutes les affaires du prince par la lecture de sa correspondance, il avait acquis une position toujours plus importante et même une certaine influence sur le jeune archiduc, toujours très ouvert aux impressions extérieures. Depuis lors, Schertzenlechner avait tout fait pour faire oublier son ancienne position de domestique quoiqu'il reçût encore, comme employé de l'archiduc, la pension d'un domestique de la cour. Schertzenlechner rencontra Gutierrez à Paris auquel il fit entendre qu'il était le seul Mexicain qui se mettait toujours en avant et que, par conséquent, il était peut-être aussi plus ou moins seul dans son opinion politique. Mais le Mexicain n'hésita pas, comme Schertzenlechner l'écrivit à l'archiduc, à affirmer d'une façon très hardie que tous les Mexicains d'importance étaient de son avis. Même Schertzenlechner remarqua chez Gutierrez l'amour de la phrase. En outre il le trouvait rempli d'amour brûlant pour sa patrie, ayant des opinions nobles, élevées, nationales, réalisables et promettant le meilleur succès. Il est vrai qu'il devait être difficile à un homme qui ne savait peut-être pas exactement où était situé le Mexique de porter un jugement là-dessus. Mais il savait très bien ce que son maître voulait entendre. Gutierrez demanda à cette occasion que l'archiduc voulût bien le nommer comme son agent de confiance auprès de Napoléon. Ceci était une attaque directe contre la position d'Hidalgo qui était, comme le disait Gutierrez, le

(1) Léopold, duc de Brabant, à sa sœur, l'archiduchesse Charlotte, novembre 1861, original. Vienne, Archives de l'État.



LE CHATEAU DE MIRAMAR



LES JARDINS DE MIRAMAR

canal, non encore découvert par la haute diplomatie, par lequel les Mexicains étaient en communication avec l'impératrice Eugénie (1).

L'archiduc répondit alors à toutes les lettres de Gutierrez en termes généraux. Il ajouta cette phrase : « Espérons qu'avec l'aide de Dieu cette entreprise, qui est digne de mon intérêt, sera finalement couronnée de succès (2) ». Il voulait envoyer Gutierrez chez le roi Léopold pour que toute la question puisse y être discutée. On fit savoir ceci à Gutierrez à l'ambassade d'Autriche et celui-ci se rendit en effet chez le roi des Belges où toutes les considérations qui entraient en ligne de compte furent mises sur le tapis.

L'archiduc se laissa entraîner toujours plus avant dans l'affaire. Après avoir écrit au roi Léopold, il s'adressa au pape (3) pour lui demander, à un moment très important et peut-être décisif de sa vie, son conseil, sa bénédiction indispensable pour l'entreprise et sa puissante protection pour l'avenir. L'archiduc avait aussi fait porter cette lettre au pape par Schertzenlechner et le lui avait recommandé comme un homme à la confiance éprouvée et auquel on pouvait tout dire.

Le pape Pie IX répondit, avec ses félicitations pour la mission que l'archiduc entreprendrait au Mexique, mission qui apporterait, on l'espérait, la paix, sous la protection de laquelle seule l'Église du Christ et la nation pouvaient prospérer. Gutierrez ne laissa plus de repos à l'archiduc. Dès qu'il eut proféré sa demande de devenir l'homme de confiance officiel, il exprima le souhait de pouvoir venir à Miramar.

L'archiduc n'était pas de cet avis. Il craignait par là de se compromettre aux yeux du public et ceci d'autant plus que la comtesse Lützw, la belle-mère de Gutierrez, était à Miramar et qu'il ne voulait pas la mettre au courant de ses sympathies pour l'affaire mexicaine. Mais il est certain aujourd'hui que cette dame avait déjà discuté la chose avec son beau-fils et

(1) Schertzenlechner à l'archiduc Ferdinand-Maximilien. Trieste, 6 septembre 1861. Vienne, Archives de l'État.

(2) L'archiduc Ferdinand-Maximilien à Gutierrez. Miramar, 12 septembre 1861. Vienne, Archives de l'État.

(3) L'archiduc Maximilien au pape Pie IX. Miramar, 9 novembre 1861, brouillon. Vienne, Archives de l'État.



LES PRINCIPAUX ÉMIGRÉS MEXICAINS À PARIS, AUTEURS DU DRAME
 Debout, de gauche à droite : Hidalgo, Escandon, Iglesias, comte del Valle, Wall, Landa.
 Assis : Aguilar, Gutierrez de Peralta.

qu'elle avait donné à celui-ci toutes les dates nécessaires pour que Gutierrez puisse se former un jugement, sur la manière de traiter avec l'archiduc pour l'amener à faire tout ce que les quelques émigrants mexicains à Paris désiraient. Gutierrez bombardait en attendant l'archiduc de ses lettres (1), se mettait partout en avant et fit tant que sa conduite commença à choquer les gens.

A la cour française on ne l'estimait guère, ce qu'il devait en partie à son ami Hidalgo, en partie à lui-même. Napoléon lui fit dire qu'il ne devait pas se mêler de la question et surtout ne pas publier de brochures.

Cette attitude de Napoléon était influencée par Hidalgo, qui voulait avoir la gloire de la chose à lui seul. Il ne laissait pénétrer aucun des Mexicains auprès du couple impérial et ne faisait, bon gré mal gré, qu'une exception pour Almonte qui avait déjà eu une position à la cour avant la venue d'Hidalgo et qui devait devenir la main droite de l'empereur au Mexique et partant quitter Paris sous peu. Hidalgo en effet était bien décidé à ne pas s'aventurer, pour aucun prix, dans cet enfer mexicain et échanger la vie agréable de la capitale du monde et de la brillante société de la cour contre les dangers et les excitations qui l'attendaient au Mexique.

La rivalité entre les émigrés mexicains commençait déjà à se faire sentir. Hidalgo empêcha aussi que l'ex-président Miramon, le plus conservateur du Mexique, obtint une audience auprès de Napoléon. « L'impératrice déteste Miramon, écrivait Metternich, et m'a dit que son mari ne l'avait pas reçu (2).

Lorsqu'il entendit parler des desseins monarchistes, Miramon se fâcha et dit à qui voulait l'entendre qu'il n'y avait aucun parti monarchiste au Mexique (3). En revanche, quelque temps après, Santa Anna assurait les Mexicains à Paris de son entière et pleine sympathie, offrait ses services et déclarait, de son île Saint-Thomas dans les Antilles, que non seulement son parti

(1) A Vienne, dans les Archives de l'État, se trouvent de ces lettres des 20, 25 et 29 novembre 1861.

(2) Lettre privée de Richard Metternich au comte Rechberg, Paris, 2 décembre 1861. Vienne, Archives de l'État.

(3) Richard Metternich à Rechberg, copie de lettre, Paris, 28 novembre 1861. Vienne, Archives de l'État.

mais la grande majorité de la nation désirait une restauration de l'empire de Montezuma (1).

C'était vraiment difficile de voir clair en tout cela et surtout pour quelqu'un comme l'archiduc, si peu orienté sur la situation au Mexique. Rechberg n'avait rien caché au frère de son empereur, pas même cette affirmation de Miramon, de la non-existence du parti monarchiste. De la part d'autres personnes aussi on fit entendre des avertissements à l'archiduc. Le comte Crivelli, ambassadeur d'Autriche à Madrid, avait écrit (2) que le président du conseil à Madrid était persuadé de l'impossibilité de faire au Mexique quelque chose de durable, que lui, l'ambassadeur, partageait cet avis et qu'il regretterait profondément si on prenait sérieusement en considération cette idée.

Mgr Labastida, évêque de Puebla et de Tlascala, qui avait été chassé du Mexique et vivait à Rome, ne cacha pas non plus qu'un changement de régime au Mexique y rencontrerait de grandes difficultés et qu'il était difficile, sinon impossible, d'établir au Mexique une autorité durable. Et pourtant c'était un homme qui aurait eu sûrement un grand intérêt à une régénération conservatrice du pays.

De même Metternich fit entendre, dans une lettre privée à Rechberg, sa voix avertissante. L'archiduc reçut également de suite une copie de cette lettre (3). L'ambassadeur écrivait qu'il n'était, malgré tous les bons indices, pas du tout enchanté du cours que les événements avaient pris. « Combien de coups de canon, disait-il dans cette lettre, faudra-t-il pour donner un empereur au Mexique et combien pour l'y maintenir ! » Ces considérations auraient dû faire réfléchir l'archiduc, mais les avertissements ne servaient pas à beaucoup. Ferdinand-Maximilien prenait connaissance de tout, lisait tout, déposait ensuite la feuille qui contenait un rapport désavantageux, pour se griser aux exposés favorables à la chose, aux phrases enthousiastes et flatteuses d'un Gutierrez et consorts. Comme beaucoup de gens, l'archiduc possédait aussi cette qualité malheu-

(1) Santa Anna à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, Saint-Thomas, 22 décembre 1863. Vienne, Archives de l'État.

(2) Comte Crivelli au comte Rechberg, lettre privée de Madrid du 11 novembre 1861. Vienne, Archives de l'État.

(3) Prince Metternich au comte Rechberg, lettre privée de Paris, le 2 décembre 1861. Vienne, Archives de l'État.

reuse de ne vouloir voir que ce qui semble agréable et tout en rose et de fermer les yeux sur les choses moins agréables, sombres et difficiles, d'éloigner ceux qui en parlaient et de préférer ceux qui dépeignaient tout en couleurs joyeuses. Il entendait en ce temps seulement ce qu'il voulait entendre et le contraire l'effleurait sans laisser de trace. Ainsi la fatalité l'attirait toujours plus loin vers l'incertain, vers ce feu follet si attirant d'une lointaine couronne impériale. Mais des difficultés énormes se dressaient encore qui avaient besoin d'années pour être aplanies. Ceci aurait déjà dû être un indice infallible, qu'on aspirait à des entreprises irréalisables.

CHAPITRE IV

LES COMMENCEMENTS DE L'INTERVENTION AU MEXIQUE

L'expédition militaire au Mexique. — Jalousie et rivalité entre les nations. — Enthousiasme de l'impératrice Eugénie pour le Mexique. — Gutierrez à Miramar. — Ses flatteries. — L'empereur François-Joseph et l'archiduc Maximilien. — Première lettre de Napoléon à l'archiduc. — Petites jalousies entre les émigrés mexicains. — Gutierrez auprès du couple impérial français. — Avertissements contre l'aventure mexicaine. — L'archiduc et le pape. — L'Angleterre et l'Espagne se retirent. — Grandes espérances du couple impérial français. — La déception du 5 mai 1862 sous les murs de Puebla. — Crainte panique à la cour française. — Rien n'effraye l'archiduc.

Les trois puissances signataires de la Convention de Londres du 30 octobre 1861 avaient entre temps terminé leurs préparatifs pour une expédition au Mexique. D'après cette Convention, les trois puissances auraient dû arriver ensemble au Mexique et y montrer leurs drapeaux. Mais, grâce à la position propice de la colonie de Cuba et dans l'espoir secret de gagner, par le débarquement des 6 000 hommes de troupes espagnoles avant l'arrivée des détachements des autres puissances, une position plus favorable, le commandant espagnol, général Rubalcaba, fit débarquer son armée à Vera-Cruz déjà le 17 septembre 1861, avant l'arrivée des escadres anglaise et française. L'escadre française arriva le 9 janvier avec un effectif de 2 000 soldats d'infanterie de marine, environ 600 zouaves et des soldats de l'armée. Ces derniers avaient été envoyés sur les instances de son épouse par l'empereur Napoléon, qui avait, jusqu'au plus petit détail de l'ordre de bataille, tout réglé personnellement pour les troupes de l'expédition (1). Les Anglais ne débarquèrent que 800 hommes, comme pour mon-

(1) Voir *Mémoires du maréchal Randon*, Paris, 1877, II, p. 58, 64.